

RENAISSANCE DE L'EUROPE ?

Note du PRé présentée par Stanislas Hubert et Dominique Lévêque

26-11-2019

« *La renaissance de l'humain est la seule croissance qui nous agrée* » : dans cette tribune à venir de **Raoul Vaneigem** (1) sur le site du PRé, l'écrivain et médiéviste, membre de l'Internationale situationniste (de 1961 à 1970), auteur du fameux *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* en 1967 d'où furent tirés plusieurs slogans célèbres de Mai 68, pose à sa façon le problème N° 1 de l'Europe aujourd'hui : celui de son décrochage progressif ces dernières années avec les aspirations des individus, des citoyens, et plus globalement des peuples des pays membres de l'Europe.

On peut espérer que la fin du duopole PPE/PSE dans la cogestion des instances européennes depuis 1979 ait au moins une vertu, celle de dessiner une nouvelle géographie politique peut-être plus susceptible de passer à une nouvelle étape, afin de favoriser une meilleure intégration européenne en rebattant les cartes et en permettant à de nouveaux projets politiques de s'épanouir. Certes, le groupe (ENL) de l'extrême droite européenne s'il ne représente que 7,7 % des eurodéputés, peut malgré tout enrayer toute dynamique. Son score ne laisse pas d'inquiéter tant la poussée populiste observée lors des élections européennes de 2019 est bien réelle. Il ne faut pas négliger ce qu'elle traduit, d'autant qu'elle s'inscrit dans le sillage de celles enregistrées en 2009 et 2014.

Elle traduit l'inquiétude des populations, notamment chez les classes populaires et moyennes face au risque de chômage de longue durée et face aux inégalités héritées de la « crise » financière de 2008. Egaleme nt l'angoisse face au risque de déclassement. Et dans le même temps, elle illustre la volonté du camp des « illibéraux » de tenir l'Europe à distance, de l'empêcher de se développer en tant qu'Europe puissance, et de revenir sur les libertés fondamentales de l'Europe.

Si l'on veut tenir l'Europe loin des nationalismes et des identitarismes de tous poils, il faudra mieux faire voir ses bienfaits économiques et ne plus remiser à plus tard la question du projet européen dont le moins que l'on puisse dire est que son approche par les Etats membres est loin d'être convergent. Il faudra surtout et avant tout accorder (enfin) du crédit à la forte demande de protection que les peuples expriment. Comme les aider à se réapproprier l'idée même de l'Europe.

Cela passera à n'en pas douter par une démocratisation d'une façon ou d'une autre des instances européennes, et sans doute par un renforcement du rôle du parlement qui n'a actuellement pas de pouvoir d'initiative, qui ne peut pas présenter des propositions d'actes. Mais cela passera aussi par un certain réalisme, par la capacité collective à affronter la question des frontières, au profit des frontières communes, qui ne peut se résumer à un retour aux frontières nationales comme le soutiennent les élus populistes, mais qui ne peuvent pas davantage continuer à être considérée par-dessus la jambe par les chefs d'Etat dont le déni face précisément à cette demande de protection et de tangibilité des citoyens européens confrontés aux côtés anxigènes de la globalisation est dangereux à terme.

Le pragmatisme est ici de mise plus qu'ailleurs. Pourquoi ne pas reprendre, avec ceux des vingt-huit membres qui le souhaiteraient réellement, le projet européen à la base et relancer une Europe en friche ? Il est plus que temps d'initier « une transformation de l'Europe autour d'une vision partagée » et de créer les voies d'une adhésion démocratique. La question posée aux européens est celle-ci : veulent-ils mener à bien ce grand projet politique qu'est la Transition énergétique et sociale ? Sont-ils prêts à faire émerger des emplois et des gisements d'activités considérables, comme celui, énorme, de la rénovation thermique des bâtiments, la mobilité verte, l'aménagement du territoire, l'adaptation de notre industrie et de notre agriculture ? Et plus encore : sont-ils prêts, sommes-nous prêts à aller chercher du sens ? A transmettre un « modèle » de société soutenable à la génération suivante ?

Sur ce point, il semblait de bon ton d'opposer l'Europe de l'ouest, plus progressiste, à une Europe centrale glissant vers toujours plus de populisme et peu encline à promouvoir un modèle sociétal de transition écologique estimant avoir été frustrée de « consommer » durant de longues décennies de communisme.

DEUX EUROPE ?

Sur cette opposition Est/Ouest les choses bougent. En effet, l'idéologie fondée sur du nationalisme mâtiné de conservatisme et d'euroscpticisme ainsi qu'un rejet viscéral des migrants, semblait s'abattre avec fatalité sur l'Europe centrale et orientale. Toutefois, quelques signaux laissent à penser que rien n'est irrémédiable.

Comme l'initiative de ces jeunes maires d'Europe centrale – Gergely Karacsony, maire de Budapest, 44 ans, Zdeněk Hřib, maire de Prague, 38 ans, Rafał Trzaskowski, maire de Varsovie, 48 ans et Matúš Vallo, maire de Bratislava, 42 ans – de créer un V4 antipopuliste, une "alliance des villes libres". À la tête de capitales importantes, souvent très grandes rapportées à la taille de leur pays, ils s'opposent aux gouvernements de leurs pays pour construire "des îlots de liberté" face aux populistes (de gauche comme de droite !). Et pour y parvenir, ils comptent sur l'aide, y compris financière, de Bruxelles.

Il faut se féliciter également de la défaite dans les récentes élections législatives du parti populiste au pouvoir de façon quasi continue depuis 2006, dans une campagne largement dominée par la lutte contre la mafia et la corruption.

On peut rappeler également les gigantesques manifestations qu'a connues la Roumanie en 2018 et 2019 en protestation contre la corruption mobilisant même les nombreuses diasporas éparpillées à travers le monde.

Bref, comme le titrait le Guardian « *Democracy is under attack in post-Wall Europe – but the spirit of 1989 is fighting back* »

Plusieurs chantiers sont à mener qui permettrait de relancer l'esprit de 1989, en relançant l'économie, tels celui d'un « Green new Deal » européen (que le PRé évoque depuis 2017 avec l'universitaire **Dan Esty**, membre du CS du PRé) qui fut le conseiller « Economie verte » de Barak Obama) qui relèverait les défis de la COP 21. Egalement ceux de la Défense et de la sécurité, de la modernisation et de la relocalisation industrielle.

1) Après le Brexit, le déluge ?

Lorsqu'en juin 2016, les Britanniques ont voté en faveur d'une sortie de l'Union européenne, d'aucuns annonçaient un effet domino et l'implosion de l'Union. Après 3 ans de déchirements, de rebondissements et faux départs, on ne peut plus douter que le Brexit ait finalement eu lieu. On est loin du drame attendu. Qu'est-ce qui changera à la fin du mois de janvier 2020 ? Dans l'immédiat, pas grande chose. C'est d'abord un moment symbolique : le Royaume Uni quitte officiellement l'Union européenne et ne peut plus faire marche arrière. Jusqu'à la fin de l'année 2020 -au moins - court une période de transition, pendant laquelle Londres et Bruxelles vont devoir s'accorder sur la nature de leurs liens futures. Si les négociations sur les modalités du divorce ont été jusqu'ici ardues, elles ont montré cependant des européens soudés face au Royaume-Uni.

Mais cette unité retrouvée, sans doute plus pragmatique qu'idéologique, ne doit pas faire oublier que des dissensions réelles ont conduit au Brexit, et qu'en l'absence de réformes, elles pourront resurgir à tout moment.

En effet, si le départ du Royaume-Uni doit s'analyser dans le cadre du rapport très particulier qu'entretenait celui-ci avec l'Union, il est difficile de ne pas y voir malgré tout un échec de la construction européenne.

Nous avons évoqué les quelques défis qui attendaient l'Union européenne : sa transition écologique et numérique, un renouveau de sa politique industrielle. Une question semble en revanche désormais éludée, celle de son élargissement. Si le cas de la Turquie est particulier tant le durcissement et les dérives du régime de Recep Tayyip Erdogan éloigne la perspective d'une adhésion à l'UE, la question reste posée pour une partie de l'Europe indiscutablement oubliée : les Balkans.

Depuis le sommet de Bruxelles d'octobre 2019, qui a vu la décision de repousser l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord et une nouvelle « méthodologie » du processus d'adhésion fixée, les pays des « Balkans occidentaux » ne savent plus sur quel pied danser. Voilà près d'un quart de siècle, que l'intégration européenne a été présentée comme la seule perspective politique offerte à la région, et elle avait même fini par faire quasi-consensus, dans les sociétés de la région comme chez les élites politiques et économiques. Or, comme l'a estimée la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, « *Il est de notre intérêt stratégique d'associer les Balkans occidentaux* » à l'Union européenne. Certes les élargissements de 2004 et 2007 ont été long à digérer, ils ont ouverts de nouvelles problématiques et dissensions mais l'élargissement à l'entièreté du Continent, fort des expériences passées, serait un signal positif, après le Brexit, d'une Europe forte, inclusive et attractive dans une région aujourd'hui encore tendue par les affrontements ethno-religieux et où, historiquement, elle a démontré son impuissance pendant les guerres yougoslaves.

D'ailleurs, peut-on dire que les élargissements de 2004 et 2007 ont été des échecs ?

On peut prendre deux exemples emblématiques :

- Aujourd'hui, la Pologne accueille des migrants en nombre. Tout simplement, parce que l'économie tourne à plein régime, avec 3% de chômeurs seulement. N'en déplaise au PiS, le pays a besoin des migrants. À Varsovie, il y a désormais, au-delà des millions d'Ukrainiens, de Belarussiens, de Géorgiens, d'Arméniens et de Russes, des dizaines de milliers de Vietnamiens (environ 50 000), des Indiens, des Bangladeshis, des Népalais, des centaines d'Africains (Éthiopiens, Ghanéens, Nigériens...) et des Arabes (Jordaniens, Libanais...).
- Bratislava pourrait bien devenir un havre par les communautés LGBT. Cela fait neuf ans que la Gay Pride y a lieu. D'ailleurs, Zuzana Čaputová, la présidente slovaque, et le maire de Bratislava, Matúš Vallo, tous deux fraîchement élus, ne cachent pas leur soutien aux LGBT. L'avocate et l'architecte n'ont pas d'affiliation politique mais sont liés à Slovaquie progressiste, un mouvement récent issu de la société civile et qui se veut social-libéral, écologiste et pro-européen. Une révolution en terres populistes.

Car ne nous n'y trompons pas, en attendant que les 27 parviennent à se mettre d'accord, d'autres acteurs s'immiscent de plus en plus dans les affaires des Balkans occidentaux : Chine, Russie, Turquie. L'affaiblissement prolongé de la voix de l'UE offre évidemment un boulevard à ces trois grandes puissances, d'autant que ni Pékin,

ni Moscou, ni Ankara ne réclament de réformes en faveur de l'État de droit ou du respect des minorités, ce qui arrange parfaitement les régimes corrompus des autocrates balkaniques. Le ver est également dans le fruit : ces derniers temps, les chefs de file des courants néo-conservateurs européens sont devenus les plus chauds partisans de l'élargissement. Ces formations ont en effet compris que les dirigeants nationalistes-conservateurs balkaniques pourraient faire d'excellents alliés une fois intégrés.

2) L'Europe peut-elle se refaire en se désinstitutionnalisant ?

Il n'est plus temps de se cacher derrière le petit doigt. Il faut espérer en finir avec une Europe faible (face à ses partenaires économiques notamment), sans identité, sans peuple, sans géographie précise. Et sans défense commune. Nous le disions l'an dernier avec **Thierry Libaert** (2) : il est sans doute grand temps de parler moins d'Europe, de manière abstraite ou absconse et de parler aux Européens et de les faire s'exprimer. La France semble l'avoir compris. Samedi 16 novembre 2019 dernier a eu lieu la troisième session de la *Convention Citoyenne pour le Climat*. Ces sessions durent 3 jours, du vendredi au dimanche, interviennent à 3 semaines d'intervalle. Elles sont prévues jusqu'au rapport final élaboré par les 150 citoyens tirés au sort. Le Président de la République s'est engagé à ce que ces préconisations finales soient ensuite transmises soit pour vote au Parlement, soit par référendum. Trois impressions se sont dégagées, toutes positives. D'abord, tout a été mis en œuvre pour que cette convention soit une réussite. Un comité de gouvernance a été mis en place, des observateurs sont présents dans toutes les salles. Les séquences sont variées entre travail de groupe, réunions en plénières et *speed dating* pour approfondir des questions particulières avec des intervenants. Ensuite, pour y avoir passé une journée complète, d'abord en réunion de la commission « Consommer », puis en *speed dating* l'après-midi, Thierry Libaert a trouvé les participants extrêmement attentifs et constructifs, allant jusqu'à délaissier complètement leur smartphone (sic !). Enfin, nous ne pouvons que nous réjouir que deux des sujets qui intéressent particulièrement le PRÉ, la lutte contre l'obsolescence programmée et le rôle de la publicité dans la transition écologique, aient spontanément été choisis par les 150 citoyens, ce qui a fait que le comité de gouvernance a sélectionné du coup notre ami Libaert pour venir discuter de ces thèmes. Le fait que la relation entre ces sujets et la lutte contre le dérèglement climatique ait pu être détecté dès la deuxième session est donc plutôt très encourageant.

Il reste que l'on pressent que les consultations citoyennes épisodiques, les panels, les auditions publiques le cas échéant, ne suffiront pas pour associer de manière méthodique et plus en continu les peuples d'Europe à l'avenir de l'Europe. Comment concilier les populations avec l'Europe, comment associer les citoyens, les parlements nationaux, CESE et ONG à la co-définition des principales politiques futures de l'Europe (Environnement et climat, énergie, défense, numérique, agriculture, etc.) ?

L'on pressent moyennement que les questions de fonctionnement de l'UE, portant essentielles, soient sérieusement abordées en 2020. Entre la commission, le parlement et le conseil, on voit mal comme tout ce petit monde pourrait se mettre d'accord sur un cadre de discussion d'échanges et de résolutions communes. Il est douteux de ce point de vue que le 9 mai 2020, date anniversaire de la déclaration Schumann (le ministre des affaires étrangères français proposa le 9 mai 1950 la création d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier - la CECA dont les membres fondateurs sont France, Allemagne de l'Ouest, Italie, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg - considérée comme l'acte de naissance de la construction européenne), constitue un point d'orgue sur la question. Peut-être aura-t-on droit malgré tout à une déclaration solennelle, mais qui renverra à plus tard la prise de décisions ?

Les réformes institutionnelles ne semblent pas pour demain, retardant d'autant l'appropriation de l'Europe par les peuples et les citoyens. Echaudés par la convention Giscard, mais aussi mus par des intérêts purement nationaux, une majorité d'Etats membres ne veut tout simplement pas en entendre parler pour le moment ni envisager quelque changement de traités que ce soit. On voit mal dans ces conditions, malgré les déclarations d'intention et les signes d'ouverture de la nouvelle présidente de la Commission européenne, comment le parlement pourrait être associé plus étroitement demain à la désignation de la présidence de la Commission ou que des changements de règles (pour autant indispensables) de majorité pourraient intervenir.

Qu'est-ce qui pourrait ressortir de concret et d'engageant lors de la prochaine *Conférence sur l'avenir de l'Europe* ? Qu'est-ce que la commission des affaires constitutionnelles qui devrait voter début décembre sur une série de propositions pourra bien transmettre aux dirigeants du Parlement européen, le Président Sassoli et les chefs de file des groupes politiques ? Quelle mission, quels objectifs de réformes seront in fine confiés à la Conférence qui devrait débiter en 2020 et durer deux ans ?

3) Pour un *Green new deal* européen

En Europe, élections faites, et après la mise en place de ses nouvelles instances, la nouvelle Commission européenne aura-t-elle la volonté et la capacité de présenter un plan de transition écologique à l'échelle du continent ? Le PRÉ appelle de ses vœux à une nouvelle donne verte, un *Green New Deal* européen qui représenterait une rupture avec l'attentisme de mise jusqu'à maintenant et engagerait enfin l'Europe sur la voie de la neutralité carbone. Reste à savoir si la nouvelle Commission et sa présidente Ursula von der Leyen, aiguillonnées

en cela par le nouveau Parlement, auront la conviction et l'autorité nécessaire pour aborder dans le même temps l'ensemble des facettes du problème (climat, environnement, finance, agriculture, santé, biodiversité) et les considérer à chaque nouvelle législation en chantier ?

Un pacte Vert serait déjà un pas très important, certes symbolique, mais encourageant.

La question pendante, réellement significative étant celle du calendrier, des moyens et les financements requis qui seront formalisés ou pas.

A priori, les objectifs annoncés devraient être ambitieux : l'UE devrait cibler une diminution des émissions de GES (gaz à effet de serre) de l'ordre de 50 % pour 2030 au lieu des 40 % jusqu'à maintenant évoqués. Et une part substantielle du transport de marchandises par route devrait devenir maritime ou ferroviaire.

L'UE s'engagera-t-elle également vers des réglementations sur les véhicules particuliers plus strictes qu'aujourd'hui ? Il est évoqué du côté de la Commission européenne que l'on pourrait viser près d'un million de stations de recharge pour les véhicules électriques.

Tous les sujets seront-ils vraiment traités ? Mobilité, climat, pollution industrielle, plan de rénovation dans le secteur du bâtiment, agriculture, eau, air, sols ? Et surtout, ce qui crédibilisera ou pas ce pacte vert européen : la question du ou des financements sera-t-elle traitée ?

Car tout *Green new deal* nécessitera une ambition financière forte ; or, on peut douter qu'un réel consensus se dégage dans les semaines à venir pour mettre les propositions de l'UE à la hauteur des nouvelles ambitions.

Ce plan ne pourra sans doute pas faire autre chose que de reposer sur l'hypothèse d'une contribution du secteur privé et/ou des Etats membres pour les ¾ des montants. Or, on sait bien que de nombreux investissements ne sont pas rentables pour le secteur privé par rapport à sa temporalité de moyen terme et que les budgets des Etats membres sont très contraints.

Enfin et surtout, la Commission proposera-t-elle quelque chose de concret quant aux changements rapides de comportement et de systèmes économiques que la situation exige ? Ce devrait être le rôle de la Commission que de proposer par exemple au Conseil européen et au Parlement des mécanismes permettant de développer un modèle individuel viable. Des mécanismes d'incitation sont possibles : TVA à taux réduit pour les métiers de la réparation ou autres mécanismes fiscaux, nouvelles réglementations envers les commerçants pour imposer la fin du suremballage. Mais sans une intervention plus ferme et expliquée, ces mécanismes seront voués à l'échec.

Si elle n'abordait pas ces sujets, la Commission européenne n'irait tout simplement pas au bout des choses.

Et décevrait au passage tous ceux, à commencer par les jeunes générations qui se mobilisent en faveur de la lutte contre le climat, qui espèrent la voir se poser en leader mondial de la transition écologique.

Côté international justement, les résultats des travaux de la prochaine COP 25, initialement prévue au Chili et déplacée à Madrid (du 2 au 14 décembre 2019), seront-ils à la hauteur des enjeux ?

Cette Cop 25 arrivera-t-elle à surmonter les atermoiements des Conférences qui ont suivi la COP 21 de Paris ?

Car la question reste celle du devenir de l'*Accord de Paris*. Alors que les conclusions du dernier rapport du GIEC (8 août 2019) portant sur les liens entre les dérèglements climatiques, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres et la sécurité alimentaire, indiquent que la gestion des terres, la production agricole et l'alimentation doivent se modifier si l'on veut réduire le réchauffement climatique. A défaut, la sécurité alimentaire, la santé et la biodiversité seront menacés. Il est à craindre que cette édition ne s'emmitoufle dans la procrastination. Le réchauffement climatique dépend, on le sait, de quatre variables : la population (la dernière bombe démographique en Afrique devrait être résorbée à la fin du siècle) ; la croissance du produit intérieur brut (PIB) ; l'intensité énergétique du PIB (le ratio énergie/PIB) ; l'intensité carbone de l'énergie (le ratio gaz à effet de serre/énergie). Le GIEC table surtout sur les deux dernières variables. Car miser sur la réduction de la croissance annihilerait le développement des pays les moins avancés. Et l'on voit mal au nom de quoi en effet, l'on interdirait aux pays les moins avancés, y compris les pays émergents, d'oublier toute croissance, tout ce dont ont bénéficié - certes à outrance parfois - les pays dits développés.

Il faut considérer pourquoi par exemple la jeunesse africaine ne se mobilise pas pour le climat ?

Sans doute parce qu'elle n'a aucune envie de subir la double peine...

ON AIMERAIT AUJOURD'HUI QUE L'EUROPE DEVIENNE ENFIN EUROPEENNE

Et si l'Europe commençait à être impeccable, transparente sur l'impact des traités de libre-échange ?

Comment peut-on être si peu regardant sur le contenu du CETA (*Comprehensive Economic and Trade Agreement*), le traité transatlantique entre l'UE et le Canada ? Comment peut-t-on faire comme s'il n'y avait absolument aucun risque pour notre agriculture, nos services publics et nos politiques publiques favorables à la santé et à l'environnement ? Certes, le CETA, entré provisoirement en vigueur en 2016, reconnaît le droit pour les gouvernements d'introduire des critères environnementaux et sociaux dans l'attribution des marchés publics, mais on voit bien que tout cela reste assez éthéré. **Le fait est que l'urgence climatique est aux abonnés absents dans ce Traité dont on perçoit mal la compatibilité avec l'*Accord de Paris*.** Qu'est-il prévu pour limiter le recours et la commercialisation des énergies fossiles, qu'est-il prévu concrètement pour

limiter la hausse des émissions de CO2 qui ne va pas manquer de se produire avec l'augmentation des flux commerciaux et donc du transport international (maritime et aérien) ?

La France serait bien avisée de prendre une initiative en la matière.

Cependant qu'en France précisément, la question sociale atteste l'étendue des besoins insatisfaits : fins de mois difficiles, mal-logement, santé, éducation, etc. L'écologie elle-même exige un surcroît de croissance : rénovation du bâti ; transports collectifs, passage à une agriculture (vraiment) raisonnée ou bio (car un kg de carottes bio plutôt qu'industrielles accroît le PIB en volume, puisque celui-ci intègre le surcroît de qualité), etc.

L'équation est difficile, d'autant que les effectifs ne sont pas à la hausse (et même plutôt à la baisse chez les agences de l'eau, l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, l'Office pour la biodiversité qui devrait naître de la fusion de l'Agence française pour la biodiversité et l'office national de la chasse et de la faune sauvage, la gestion de parcs nationaux...) pour mettre en œuvre la transition énergétique & écologique.

Mais les sociétés occidentales ne peuvent plus faire comme si elles n'avaient pas à interroger le sens de la croissance, surtout, comme disait l'économiste, professeur et collaborateur de *Charlie hebdo*, **Bernard Maris**, lorsque « *la recherche d'une croissance infinie confine à une quête morbide* ».

Les indicateurs écologiques sont à améliorer (ceux de l'empreinte écologique sont encore lacunaires) et à placer au centre. Le PIB a eu son utilité, mais aujourd'hui, il n'est pas suffisant. Qu'il soit calculé par la production (les valeurs ajoutées, dont celles par le secteur public) ; par la demande (consommation – dont celle de services publics – et investissement) ; par les revenus (salaire, profit, etc.) dit bien sûr quelque chose de la santé économique d'un pays, car dans le système actuel, croissance et pouvoir d'achat sont liés. Et ne nous racontons pas d'histoire, la pérennisation des retraites, la hausse du pouvoir d'achat pour le plus grand nombre, la satisfaction des besoins sociaux et écologiques ne pourront se faire, à PIB constant, uniquement par la réduction des inégalités. Il n'est cependant pas interdit d'imaginer de nouveaux critères de calcul du PIB, tant c'est un instrument finalement assez sommaire et trop souvent fétichisé. Car tout et n'importe quoi aujourd'hui est de la croissance : l'argent gris, le travail au noir, la prostitution, la déforestation de forêts pour y installer des industries polluantes (huile de palme), etc. Les nouvelles normes du système européen des comptes (SEC), sur la base des recommandations d'Eurostat (l'institut européen de la statistique), préconisent d'intégrer la plupart des activités illégales considérées comme créatrices de richesses (dont le trafic de drogue et la prostitution) dans les statistiques nationales. Le PIB apparaît aujourd'hui, en réalité, plus encore qu'hier, comme un outil de mesure dépassé. Qui ne mesure que les flux et ne dit rien du bien-être, du bonheur des Hommes, ne dit rien du patrimoine naturel, de la capacité de la nature à se régénérer et à maintenir un cadre de vie de qualité pour l'Homme, qui ne dit absolument rien de tout ce qui participe de l'écologisation. Il serait temps d'intégrer quelques grands indicateurs essentiels tels que l'empreinte carbone et l'indice de santé sociale. Des indicateurs de bien-être humain et écologique (Cf. ceux produits par le *Centre écologie fonctionnelle et évolutive* - UMR 5175), issus de l'étude des interactions bioculturelles entre les sociétés humaines et leurs milieux, en constante recomposition face aux changements environnementaux, devraient être recevables.

Mais l'affaire n'est pas aussi simple qu'il y paraît. De nombreux freins sont à lever pour engager pleinement et sans tergiverser la transition écologique et énergétique.

Il faut, on le voit bien, enjamber de multiples injonctions paradoxales, surmonter les contradictions de la société sur l'écologie. Ainsi par exemple, nombre de jeunes manifestants mobilisés pour le climat ne résistent pas à un billet d'avion à 19 ou 30 euros. *Youth for Climate*, la **génération climat (mais aussi celle qui se retrouve dans *Extinction Rebellion* - « XR », un groupe d'activistes lancé en Angleterre en 2018, pas loin parfois d'être tenté de s'écarter des actions de désobéissance civile non violente - est aussi la génération Easyjet ou RyanAir.**

Et ce ne sera pas la dernière à s'acheter un nouveau smartphone 5G, sans plus se préoccuper des impacts éventuels du déploiement de ce nouveau réseau caractérisé par une augmentation des débits. A sa décharge, notons qu'en France, aucune étude d'impact sur la santé n'est prévue par les autorités publiques, ce qui est assez surprenant à l'heure où l'Etat nous dit que dorénavant toute décision doit être évaluée à l'aune de la transition écologique.

Dans le même temps, le poids des lobbies est un frein également majeur qui, dans l'énergie, l'immobilier, l'automobile, la pétrochimie, l'agro business, ont construit leur richesse sur l'économie carbonée qui génère une grosse partie du dérèglement climatique.

Il y a tous ces freins qui contrarient ou retardent ce qui peut être entrepris, et il y a aussi « *la peur d'avoir peur, le fléau de notre époque, qui conduit à la paralysie plutôt que la peur elle-même* » qui peut toucher tout à chacun et qui n'est pas moins néfaste à toute avancée.

La prochaine présidence française du Conseil de l'Union européenne prévue pour le premier semestre 2022 (période lors de laquelle est également prévue l'élection présidentielle française) fera-t-elle des miracles ?

On ne peut que l'espérer.

La renaissance de l'Europe est donc loin d'être acquise, même si elle paraît être sur une voie où les possibles semblent plus réels que jamais, cependant semée d'embûches.

Henri Beyle, alias Stendhal, lança un jour, sous forme de boutade, qu'il envisageait de prendre la nationalité belge : « *La vraie patrie est celle où l'on rencontre le plus de gens qui vous ressemblent* », rapporté par **René Servoise** (12) dans sa préface à « Stendhal et l'Europe » (Bibliothèque nationale, 1983, en appui à une exposition sur le personnage et l'écrivain). La problématique est la même deux siècles plus tard : les peuples ont besoin d'une Europe qui leur ressemble. Pas identique partout, juste qui leur ressemble. Qui donne raison à l'adage *Ubi Bene, Ibi Patria* : « là où l'on se trouve bien, là est la patrie ». Stendhal est volontiers cosmopolitique, ce qui ne l'a pas empêché d'être aussi en certaines circonstances un peu cocardier. Ce n'était pas contradictoire pour lui. Il aime son prochain, même s'il aime les choisir et être choisi, quelle que soit sa nationalité et son appartenance sociale. Pour lui, chaque Homme, chaque être humain doit être jugé à sa propre aune. Ses références, ses préférences, ses passions sont européennes : Cimarosa, Mozart et Shakespeare. Son œuvre fut saluée par Goethe, Tolstoï, Fabrice Del Dongo, Pierre Béroukhov ou encore Nietzsche qui voit en Stendhal « *le découvreur de l'âme européenne* ». André Suarès verra en lui « *le premier grand européen depuis Montaigne* ». Jusqu'à Léon Blum qui le défendra dans un plaidoyer contre la société nivelante : « *Le monde n'admet pas les différences, l'originalité l'offense, et s'il ne parvient pas à l'annuler, il la châtie* ». Stendhal, français de nationalité, qui adopta un pseudonyme de plume aux accents allemands (Stendhal, du nom d'une petite ville où il séjourna en 1807 et tomba amoureux de Wilhelmine de Griseheim) et se choisit comme passeport pour l'au-delà, un passeport italien, et écrit lui-même son épitaphe : « Arrigo Beyle Milanese » (en hommage à Milan dont il tomba amoureux). Des européens de ses amis assisteront à ses obsèques : Mérimée, Tourgueniev et Constantin (un peintre suisse). Deux britanniques et un français seront ses compagnons de l'au-delà.

On aimerait décerner le même brevet européen, sentir le même enthousiasme européiste chez les intellectuels, les écrivains, les dirigeants européens et les chefs d'Etat aujourd'hui que chez Stendhal, lui qui faisait des Européens ses compatriotes. Mais (comme lui), pas forcément tous. Se donnant la liberté de les choisir en fonction notamment des quatre critères d'adhésion de base (politique, économique, aptitude à assumer les obligations découlant de l'adhésion, à commencer par la souscription aux objectifs de l'Union politique, économique et monétaire, et capacité de l'Union elle-même à intégrer les candidats) et de changer les règles de la vie en commun dès lors que l'on ne peut pas vivre de la même façon quand de l'Europe des six puis des neuf, on passe à douze (depuis l'élargissement de l'Europe en 1995) et à vingt-sept de nos jours. Tout en étant lucide (encore comme Stendhal) sur les travers français, le caractère impossible de italiens ou encore le côté « gens à argent » des Nordiques (sic !) Ou encore sur le penchant des Russes à vous « cosaquer » (sic, sic !). Et en refusant l'américanisme, en tant que projection obligatoire, unique, de notre avenir.

Assez bien vu en somme (sic !)

On aimerait aujourd'hui que l'Europe devienne enfin européenne, c'est-à-dire tout simplement souveraine, sans que cela soit un gros mot, tout à la fois pour défendre les intérêts des pays membres, viabiliser l'espace Schengen, comprendre l'attachement des populations à leurs identités, entendre leur demande de protection notamment contre les méfaits d'une mondialisation qui est tout sauf « heureuse ». On aimerait qu'elle ne se résigne pas à n'être qu'une simple zone de chalandise, un *Hub* de l'empire américain ou encore un paquet cadeau pour le commerce asiatique, sans que le principe de réciprocité soit jamais posé. On aimerait qu'elle ne se rétrécisse pas à force d'un trop plein de réglementations, d'un interventionnisme outrancier sur tout et n'importe quoi, qu'elle apprenne à faire avec le principe de subsidiarité et qu'elle se polarise sur la visée d'une prospérité nouvelle. On aimerait la voir assumer d'être une puissance-stratège qui engage et coordonne la transition écologique & énergétique, impulse une politique industrielle et sociale, accompagne les Etats nationaux dans leurs propres engagements.

On aimerait qu'elle se décide à assumer son rang au plan des relations internationales sans être à la remorque de qui que ce soit. On aimerait qu'elle se décide à prendre en charge la question de la pression migratoire au lieu de laisser se dépatouiller des Etats membres qui n'en peuvent, et qu'elle se mette à étudier tous les scénarii stratégiques possibles quand il s'agira de faire avec la vague des réfugiés climatiques.

- (1) « *La renaissance de l'humain est la seule croissance qui nous agrée* », titre d'une Tribune de Raoul Vaneigem qui sera publiée sur le site du PRÉ le 01-12-2019.
- (2) Thierry Libaert est un spécialiste de la communication. Ancien professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Louvain, maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, maître de conférences associé à l'Université Paris IV Celsa, enseignant à l'Université de Saint Denis de la Réunion, à l'Université de Genève et chercheur associé à l'université de Québec à Montréal (UQAM), il est membre du Comité Economique et Social Européen (sections « Environnement » et « Marché Intérieur ») dont il est le point de contact de la délégation française; rapporteur de l'avis du CESE du 17-10-2013 relatif à l'obsolescence programmée, premier texte européen à se prononcer sur ce sujet. Membre également du Conseil d'Orientation des Consultations Citoyennes sur l'Europe. Membre du comité de veille écologique de la Fondation pour la nature et l'homme (FNH) au nom de laquelle il a participé au Grenelle de l'environnement (2007) au sein de la commission "Gouvernance"; Pt de l'Académie des Controverses et de la Communication Sensible (ACCS) et directeur scientifique de l'Observatoire international des crises.

Auteur notamment du rapport « Pour une consommation plus durable, en phase avec les enjeux européens » commandé en Juin 2018 par le Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire, Nicolas Hulot et remis à son successeur François de Rugy en Janvier 2019. Co-chargé en octobre 2019 (avec Géraud Guibert, conseiller maître à la Cour des comptes) d'une mission par les ministres Elisabeth Bornes et Brune Poirson sur l'évolution du modèle publicitaire pour le rendre davantage compatible avec les impératifs de la transition écologique.

Derniers ouvrages parus : *Pilotez votre communication, Evaluation, indicateurs et tableaux de bord (avec Jacques Suard)*

(Ed Dunod, juin 2019), *Communication de crise*, avec la collaboration de Nicolas Baygert, Bernard Motulsky, Nicolas Vanderbiest et Mathias Vicherat (Ed Pearson, juin 2018, *Développement durable - Une communication qui se démarque* (en co-direction avec Solange Tremblay et Nicole d'Almeida) (PUQ 2018).

<https://www.youtube.com/watch?v=xPFBY4Hqdw&t=1s>

Thierry Libaert est membre du conseil scientifique et du conseil des membres du PRé.

- (3) René Servoise, ancien ambassadeur est l'auteur notamment du *Japon, les clés pour comprendre* (Plon, 1995), prix de la Société de géographie ; *Chateaubriand ambassadeur* dans la *Revue des Deux Mondes* (mars 2001) et *Le merveilleux dans la Chartreuse de Parme* dans la *Revue d'histoire littéraire de la France* (décembre 1999).